



CONFÉRENCE RÉGIONALE CEMAC/FERDI

27-28-29 avril 2022

Libreville, République du Gabon

FERDI

FONDATION POUR LES ÉTUDES
ET RECHERCHES
SUR LE DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

Thème : « *Les instruments et les enjeux de l'intégration régionale en Afrique Centrale* »

Intégration régionale en Afrique centrale comme levier pour une meilleure insertion dans les CVM

Par :

Désiré Avom

Professeur des Universités
Université de Yaoundé 2-Soa
davom99@gmail.com

Plan de la présentation

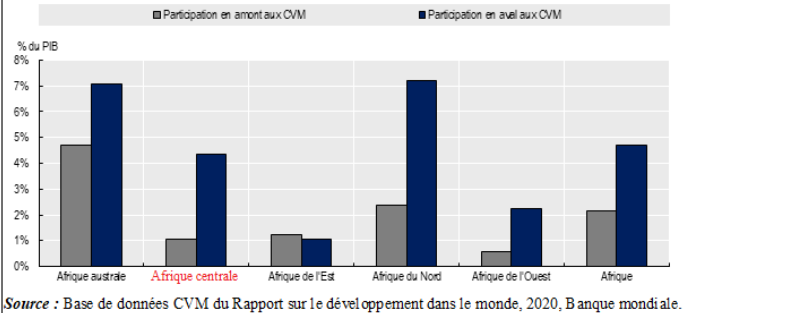
- 1 Etat des lieux de la participation de l'Afrique centrale dans les CVM
- 2 Intégration régionale comme vecteur de la participation aux CVM
- 3 Quelques défis et prérequis à relever

Plan de la présentation

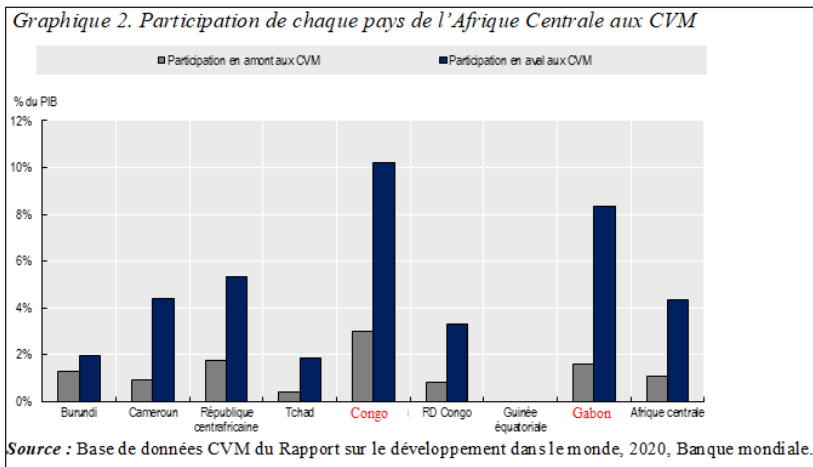
- 1 Etat des lieux de la participation de l'Afrique centrale dans les CVM
- 2 Intégration régionale comme vecteur de la participation aux CVM
- 3 Quelques défis et prérequis à relever

- l'Afrique centrale est faiblement intégrée aux chaînes de valeur mondiale (CVM) et sa participation se concentre sur l'aval des chaînes de valeur

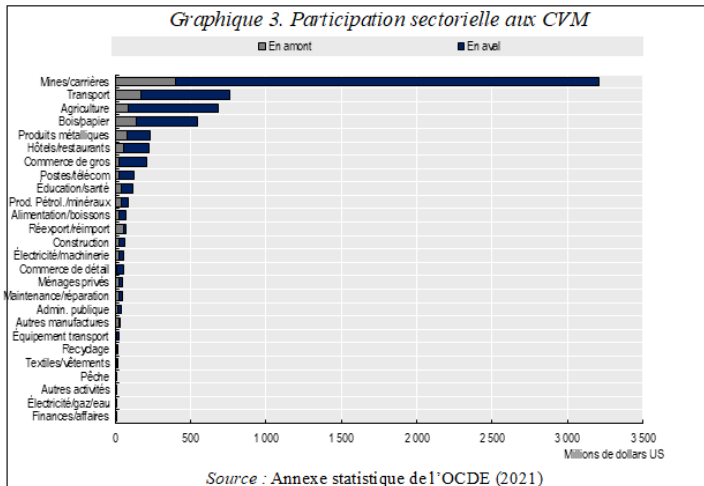
Graphique 1. Participation totale aux CVM en amont et en aval, régions africaines, pourcentage du PIB, 2015



- La République du Congo et le Gabon apparaissent comme des moteurs de la sous-région



- La participation de l'Afrique centrale aux CVM est encore principalement portée par le secteur des mines et carrières...



- ... Qui n'est pourtant pas le secteur le plus stratégique

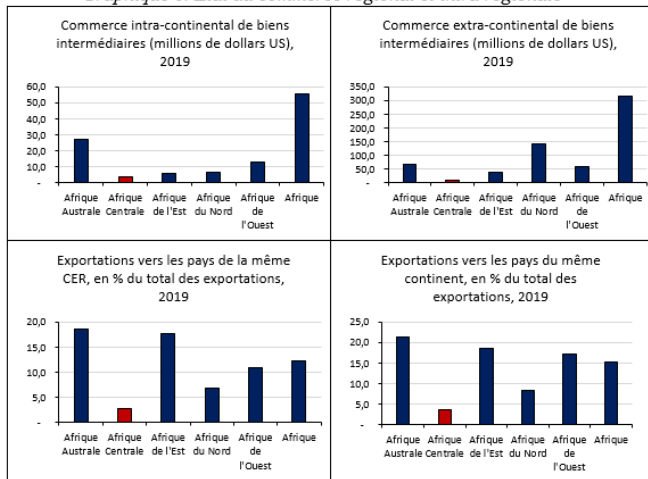
Tableau 1. Produits avec le plus fort avantage comparatif révélé (ACR)

Pays	Produits	Valeur de l'ACR (2020)	Exportations en 2019 (Dollars USD)
République centrafricaine	Bois brute ou équarris	596,3	49 073
Congo		43,7	124 603
Guinée équatoriale		28,7	79 801
Gabon		193,7	539 977
Cameroun	Cacao	177,4	837 578
Sao Tomé		513,5	5 433
Tchad	Coton	57,9	81 751
Burundi	Thé et maté	180,2	15 021
RD Congo	Combustible minéraux	58,6	11 567

Source : auteur, données UNCTad.

- Le commerce régional et intra régional demeure faible comparé aux autres régions du continent.

Graphique 6. Etat du commerce régional et intra régionale



Source : Auteur, données WGI (2021).

Deux principales controverses :

- 1 D'une part, la participation aux CVM freine la transformation structurelle à cause de la structure des économies essentiellement dominée par les activités du secteur primaire (Baldwin, 2012) ;
- 2 D'autre part, elle favorise le commerce et les IDE, source de développement grâce aux transferts de connaissances et de technologies qu'elle suscite (Draper et al., 2013).

La participation d'un pays aux chaînes de valeur est déterminée par plusieurs facteurs :

- **Les facteurs structurels** : la taille du marché, le niveau de développement, le degré d'industrialisation et les coûts commerciaux (Anderson et van Wincoop, 2003 ; Evenett et Keller, 2002 ; Lopez-Gonzalez, 2012) ;
- **Les facteurs politiques** : le cadre institutionnel, les investissements direct étranger, les accords commerciaux (Grossman et Rossi-Hansberg, 2008 ; Lopez-Gonzalez, 2012 ; Li et Liu ; 2014).
- *Quid* de l'intégration régionale ?

Plan de la présentation

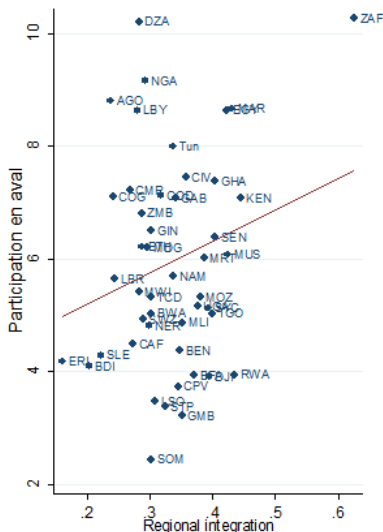
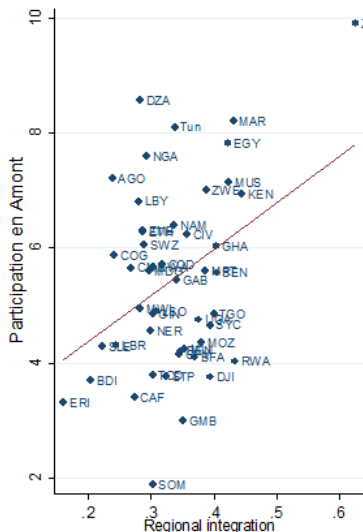
- 1 Etat des lieux de la participation de l'Afrique centrale dans les CVM
- 2 Intégration régionale comme vecteur de la participation aux CVM
- 3 Quelques défis et prérequis à relever

L'intégration régional permettrait une meilleure participation aux CVM, à travers plusieurs mécanismes :

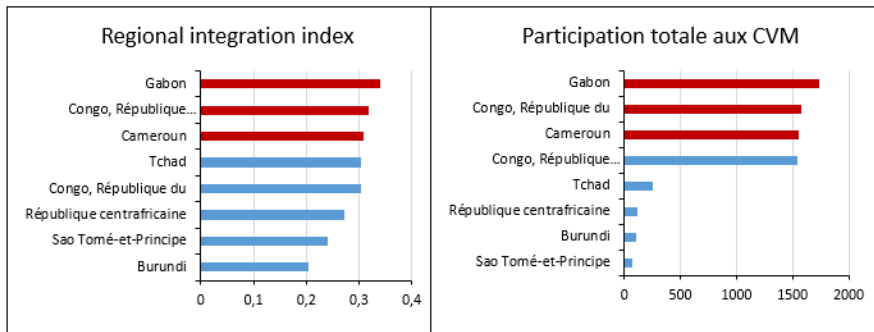
- L'accumulation du capital technologique ;
- L'accroissement de la compétitivité des entreprises ;
- Et la diversification de la gamme de produits exportés.

- Corrélation positive entre les indicateurs d'intégration régionale et de participation aux CVM en Afrique.

Corrélations entre l'indice d'intégration régionale de l'Afrique et les indices de participation (en Amont et en aval)aux CVM



- Les pays d'Afrique centrale les plus intégrés (selon l'indice d'intégration régionale de l'Afrique) ont un niveau de participation aux CVM relativement plus élevé.



Plan de la présentation

- 1 Etat des lieux de la participation de l'Afrique centrale dans les CVM
- 2 Intégration régionale comme vecteur de la participation aux CVM
- 3 Quelques défis et prérequis à relever

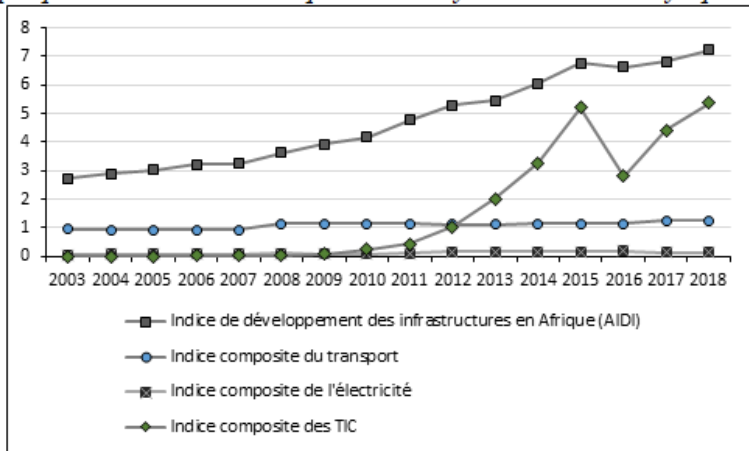
- Identifier les principaux avantages comparatifs afin de maximiser leurs bénéfices.

Exemple du Coton : Matrice *SWOT* de la filière coton au Tchad

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> • le coton est l'un des principaux piliers de l'économie tchadienne, à qui il procure 60 % à 65 % de ses exportations ; • le Tchad est l'un des principaux partenaires de l'Union européenne (France, l'Allemagne, la Belgique, le Portugal et l'Espagne) ; • la filière coton confère une identité régionale certaine à l'espace des savanes soudanaises du Tchad. 	<ul style="list-style-type: none"> • l'enclavement des zones de production et d'égrenage ; • l'éparpillement des structures de production générant des difficultés considérables pour l'exploitation industrielle ; • l'attractivité limitée des métiers et des formations dans la filière : les producteurs de coton sont majoritairement autochtones et peu d'entre eux sont alphabétisés ; • l'innovation techniques, commerciales et marketing insuffisantes.
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> • création d'emplois supplémentaires dans le pays (emplois directs liés à la production et à l'exploitation industrielle) ; • développement local, notamment à travers l'entretien des pistes ; • cohésion social notamment grâce aux groupes d'entraide ou de travail en commun pour les récoltes. 	<ul style="list-style-type: none"> • la faible quantité d'infrastructures fonctionnelles ; • le mauvais état du réseau routier qui limite le transport de la production depuis les champs jusqu'aux usines ; • le coût élevé de transport qui dégrade la compétitivité prix ; • la sécurité des producteurs ; • l'exploitation informelle ; • les aléas climatiques.

- Pallier au problème d'infrastructure d'électricité et de transport notamment.

Graphique 4. Evolution de la qualité des infrastructures en Afrique centrale



Source : Auteur, données BAfD (2019).

- Développer les sources stratégiques de mobilisation des ressources.
- Quelques stratégies de mobilisation des ressources possibles :

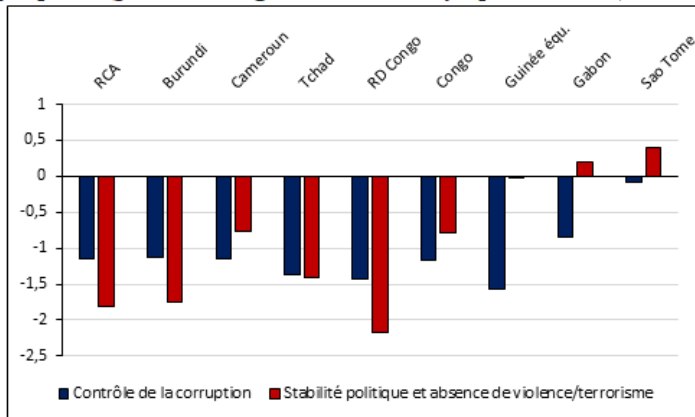
Pour l'État	
Source de financement	Stratégies
Politique fiscale	- La politique fiscale restera soumise au principe de la progressivité, mettant ainsi à contribution chaque citoyen en fonction de ses revenus. - Élargissement de l'assiette fiscale par une fiscalité modérée, juste et équitable qui n'handicape pas le développement du secteur productif et l'épanouissement des ménages mais permet en même temps à l'État de remplir ses missions.
Recettes non fiscales (royalties, rentes, redevances domaniales)	Pour accroître ses recettes non fiscales l'État tablera essentiellement sur la mise en valeur des ressources naturelles du sol et du sous-sol.
Politique d'endettement	- Elle consistera à privilégier la mobilisation de l'épargne nationale et les emprunts sur les marchés nationaux et régionaux. - La prudence sera observée dans l'endettement extérieur, à travers notamment une analyse systématique de la viabilité de la dette extérieure avant que ne soit contracté tout nouvel emprunt important.
Attrait des Investissements Directs Étrangers (IDE)	- Amélioration de l'attractivité du pays. - L'amélioration des infrastructures, le partenariat efficace État / secteur privé, le renforcement de la gouvernance, du système judiciaire et de la sécurité des biens et personnes.
Aide Publique au Développement	- L'élargissement des partenaires et l'exploration de nouvelles formes de partenariat. - L'amélioration de l'efficacité de l'aide selon les termes de la Déclaration de Paris.

Pour le secteur privé et les ménages

Source de financement	Stratégie
Banques de proximité	<p>- La stratégie consistera à mieux les encadrer par un dispositif institutionnel adapté et à répartir les segments de marché de manière à élargir la base géographique et sectorielle de leurs activités.</p> <p>- Le système sera alors encadré par des institutions faitières pour : (i) fédérer des initiatives coopératives collectant des ressources de groupes d'opérateurs organisées (GIC, coopératives, etc.) et ; (ii) encadrer les multiples associations mutualistes qu'on retrouve aussi bien au sein de l'administration que dans les autres secteurs.</p>
Marchés financiers locaux	<p>- Collecter l'épargne longue via la bourse nationale des valeurs mobilières (Douala stock exchange).</p> <p>- La stratégie de mobilisation de cette source de financement s'élargira aux marchés de la sous-région, en s'appuyant notamment sur les institutions de financement du développement.</p>
Institutions financières spécialisées	<p>- Mise en place de nouvelles institutions spécialisées, comme par exemple :</p> <p>(i) un Crédit National, chargé de gérer les emprunts extérieurs de l'État et d'accorder des prêts sur le plan local au compte de l'État ; (ii) une Caisse Nationale des marchés de l'État dont le rôle serait d'intervenir dans le financement des marchés publics et ; (iii) la Caisse des Dépôts et des Consignations, déjà en cours de création.</p>
Ressources de la diaspora	<ul style="list-style-type: none"> - La création d'un cadre de dialogue permanent entre le Gouvernement et la Diaspora commerciale. - La création d'une institution spécialisée pour la Diaspora. - La gestion efficace de la question de la double nationalité. - Une campagne de renforcement du patriotisme de la diaspora camerounaise. - Une diplomatie d'encadrement et de protection de cette diaspora : statistiques, informations, appuis consulaires. - L'amélioration des systèmes bancaires pour faciliter les transferts de fonds et l'octroi de crédits. - La possibilité d'ouverture aux souscriptions aux bons de trésor.

- Par delà, la qualité de la gouvernance est fondamentale pour la bonne gestion de ces financements.

Graphique 5. Qualité de la gouvernance en Afrique centrale (1996-2019)



Source : Auteur, données WGI (2021).

*MERCI POUR VOTRE AIMABLE
ATTENTION!!!*